

## LE 7... ET APRÈS?...

Le 7 octobre, s'il n'a pas fait échec au *Plan Barre*, ce que personne n'imaginait, a permis, au moins, une large discussion au sein de la classe ouvrière. Ainsi, les positions des uns et des autres ont pu être exposées devant les travailleurs qui jugeront en dernière analyse.

En ce qui concerne notre organisation, notre position est connue. Elle a été exprimée et confirmée par la résolution de la *Commission Exécutive Confédérale* du 27 septembre 1976, qui déclare notamment:

*«Les organisations confédérées veilleront à la rigoureuse application des accords en vigueur. Pour l'avenir, les revendications devront être élaborées en tenant compte non seulement de l'évolution des prix mais également des conséquences de l'alourdissement de la fiscalité et de tous autres éléments portant atteinte au niveau de vie.*

*La C.G.T.-F.O. rejette la globalisation qui porte en elle le risque de politique des revenus qu'elle n'a cessé de condamner. C'est pourquoi elle ne s'associera pas aux grèves et manifestations du 7 octobre dont par ailleurs le caractère politique est évident. Mais, partout où la négociation s'avérera impossible, du fait de l'attitude du patronat, des directions, des entreprises nationalisées ou de l'État, les organisations Force Ouvrière n'hésiteront pas à assumer pleinement leurs responsabilités y compris, lorsque cela s'avérera nécessaire, en ayant recours à la grève».*

Il s'agit là d'une position parfaitement claire fondée sur notre refus de la politique des revenus qu'elle soit mise en œuvre par Mendès-France ou par celui qu'une certaine presse de gauche appelle déjà «un Mendès de droite», et André Bergeron a parfaitement raison d'écrire dans *F.O. Hebdo* du 15 septembre:

*«Nous sommes hostiles à la politique des revenus, pas seulement parce que on connaît mal les revenus non salariaux, mais aussi parce que, et je pèse mes mots, la politique des revenus est, en fait, totalitaire. Notre opposition n'est pas circonstancielle. Elle serait la même sous un gouvernement de gauche...».*

Du côté de nos voisins syndicaux, les positions ne sont pas exprimées avec autant de clarté. Il est vrai qu'il ne s'agit pas de la même politique et le patronat ne s'y est pas trompé.

«*Liaisons sociales*» nous apprend que, dans le journal giscardien, «*Valeurs actuelles*» du 13 septembre: André Lesueur «analysait les déclarations du Secrétaire général de la C.F.D.T. et de plusieurs dirigeants socialistes pour souligner ce qui lui paraissait représenter des convergences possibles entre le gouvernement R. Barre et certains secteurs de la gauche non communiste. C'est en cela que résident les «*équivoques de la rentrée*».

André Lesueur note que la proposition de M. Edmond Maire «*de frapper d'une taxe spéciale les salaires supérieurs à 20.000 fr. par mois*» a provoqué «*l'intérêt théorique*» du Premier Ministre. Jean Daniel, directeur du *Nouvel Observateur*, a laissé entendre de son côté qu'il y a peut-être «*un bon usage à faire du giscardisme*».

M. Michel Rocard, Secrétaire national du P.S. «*ne souhaite pas l'échec total de la politique de M. Raymond Barre*». Et il estime que «*la soudaine considération dans laquelle certaines personnalités socialistes tiennent désormais le réformisme giscardien n'a de véritable sens que si elle constitue une préparation psychologique à l'éventuel compromis de 1978, sur lequel les lacunes de l'actuelle Constitution forcent à s'interroger*».

Et l'inévitable Monsieur Jacques Delors, militant C.F.D.T., ancien Conseiller social de Jacques Chaban-Delmas, devenu depuis «socialiste», considère que:

*«parmi les conditions nécessaires à la réalisation du compromis, l'étude prévoit un certain affadissement du programme commun».*

Ainsi, Giscardiens, C.F.D.T. et Monsieur Rocard, semblent en marche vers *«un consensus social»*, précisément celui que, à la C.G.T.-F.O. nous refusons, à savoir la mise en œuvre d'une politique des revenus.

Mais du côté de la C.G.T. et du P.C.F.?

On trouve la même démarche parallèle mais exprimée avec plus d'habileté. Il est vrai que les militants de la C.G.T. et du P.C.F. ne sont pas préparés à accepter la politique des revenus. Mais qu'on ne s'y trompe pas, la *«revendication»* d'un indice négocié et le soudain intérêt manifesté par Georges Séguy pour une certaine *«politique contractuelle»* indique la voie. Mais comme chacun sait, la stratégie de la C.G.T. et celle du P.C.F. s'inscrivent dans un contexte international et il suffit de voir ce qui se passe aujourd'hui en Italie pour avoir une vision claire de ce qu'on voudrait nous faire accepter en France.

Dans *L'Humanité* du 14 octobre 1976, David Laurent constate *«qu'un profond bouillonnement agite la péninsule italienne: le programme d'austérité fait grincer des dents».*

Autrement dit, *L'Humanité* constate que la classe ouvrière italienne comme la classe ouvrière française refuse le plan d'austérité que veut lui imposer la bourgeoisie. Mais les commentaires de *L'Humanité* sont par ailleurs parfaitement éclairants. C'est ainsi qu'on peut lire, toujours sous la plume de David Laurent:

*«Soyons clairs, cependant: les travailleurs italiens ne contestent pas la nécessité de faire certains sacrifices, la situation économique est trop grave, mais ils veulent que les mesures d'austérité soient équitables - il faut avant tout faire payer les privilégiés, les gaspilleurs, insistent-ils - et qu'elles soient surtout efficaces, c'est-à-dire de nature à sortir réellement le pays de la crise».*

On croirait entendre Monsieur Raymond Barre lui-même et toujours selon *L'Humanité*: *«un profond mouvement populaire se lève pour affronter concrètement les problèmes qui se posent au pays».*

Cependant: *«La tâche n'est pas simple d'autant que certains s'appliquent à en obscurcir les données essentielles. La démagogie corporatiste de certains syndicats autonomes paralyse Naples et ses environs: les transports publics n'y fonctionnent plus depuis quatre jours et les ordures n'y sont plus ramassées».*

Autrement dit, un certain nombre de syndicats italiens refusent la politique des revenus que le gouvernement italien veut leur imposer au nom du compromis historique avec la complicité de l'appareil stalinien.

Et plus loin, David Laurent nous apprend que:

*«Les communistes se sont abstenus au Parlement, lors de l'investiture du gouvernement minoritaire monocolore et démocrate-chrétien de M. Andréotti.*

*C'est vrai que notre abstention permet à ce gouvernement d'exister, nous a dit Gian Carlo Pajetta, de la Direction du P.C.I.».*

Ainsi, les choses sont claires. Qu'il s'agisse de la C.F.D.T., de Monsieur Rocard, de la C.G.T. ou du P.C., la politique poursuivie consiste avec ou sans Monsieur Raymond Barre, avec ou sans Giscard, à faire admettre à la classe ouvrière française, ce qu'ils sont en train d'essayer de faire accepter aux travailleurs italiens.

Mais un tel programme ne pourra être mis en œuvre que dans la mesure où d'abord les syndicats renonceraient à leur indépendance en se ralliant à un programme de gouvernement. En Italie, cela s'appelle le compromis historique, en France, cela s'appelle tout bonnement le programme commun.

Le 7 octobre 1976, s'inscrivait dans cette perspective et c'est la raison pour laquelle nous n'avons pas accepté d'y participer.

Contrairement à certaines apparences complaisamment soulignées par la grande presse, en ne participant pas au 7 octobre, non seulement nous n'étions pas les moins actifs contre les mesures de Monsieur Raymond Barre, mais nous préservions les conditions permettant de les mettre en échec et la principale de ces conditions étant, qu'en toutes circonstances, la classe ouvrière puisse avoir la possibilité de défendre ses intérêts de classe.

**Alexandre HÉBERT.**

-----